Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°147
12 septembre 2022
p.a.f. 0,80 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Crise énergétique : payer encore et toujours, c'est non !



Nous connaissions la crise économique, l'envolée de la précarité, les salaires bloqués et le chômage. Il a fallu le Covid pour redécouvrir la violence d'une crise sanitaire. Nous voilà face à une nouvelle crise, celle de l'énergie ! Non seulement les factures de gaz, d'essence et d'électricité ont explosé entraînant une envolée de tous les prix, mais en plus, il faut craindre des pénuries.

Et une fois de plus, nous mesurons l'impréparation et l'irresponsabilité de ceux qui prétendent diriger la société.

De Croo déclare sa propre impuissance en nous avertissant qu'« *il n'y a pas de miracle* ». Il nous invite à espérer une solution au niveau européen.

Or, tous les gouvernements sont dépassés par la situation et l'Union européenne qui réunit 27 Etats dont chacun tire la couverture à lui, l'est tout autant.

Tout ce qu'ils savent faire, ce sont de beaux discours et nous demander des sacrifices face aux crises qui se succèdent. Mais ils sont incapables de les empêcher !

Par manque de gaz, l'Allemagne craint de devoir arrêter des complexes industriels, faisant planer la menace d'une récession sur toute l'Europe. Dans toute l'Europe, des entreprises réduisent ou cessent leur production, invoquant leurs factures de gaz et d'électricité astronomiques : Nyrstar ferme une partie de ces fonderies en Europe, ArcelorMittal ferme temporairement deux usines, les producteurs d'engrais basés sur l'ammoniac réduisent drastiquement leur production.

Pour leurs salariés, ce sera le chômage partiel et des pertes de salaires. Pour les intérimaires et les salariés de la sous-traitance, ce sera la porte.

En sauvant ainsi leurs propres profits, ces grandes entreprises contribuent à aggraver encore la crise et le chaos économique.

La guerre en Ukraine n'explique pas tout. Certes, Poutine a fermé le robinet du gaz, mais les pénuries d'énergie ont débuté bien avant l'éclatement de cette guerre. Souvenons-nous du blackout qui menaçait déjà en 2018 quand 6 réacteurs sur 7 étaient à l'arrêt. 4 ans plus tard, l'état de délabrement des réacteurs ne s'est pas fondamentalement amélioré. Et aujourd'hui, c'est la France qui est dans une situation similaire, avec 32 réacteurs à l'arrêt sur 56.

Il n'y a pas eu de plans d'investissements dignes de ce nom dans les énergies renouvelables, ni même dans le secteur sensible qu'est le nucléaire. Tous les gouvernements qui se succèdent depuis des décennies ont laissé les capitalistes du secteur se conduire en parasites. Ces derniers ont pu exploiter les installations et faire des profits sans se soucier d'investir, ne serait-ce que pour préserver l'avenir.

Dans les années 2000, dans toute l'Europe, la fourniture d'électricité a été régionalisée et ouverte à la concurrence. Qu'on se souvienne des promesses des politiciens qui ont mis en œuvre la libéralisation de l'énergie, des libéraux en passant par les écologistes et les ministres socialistes : la concurrence allait faire baisser les prix quand le consommateur aurait le choix du fournisseur. Une kyrielle d'entreprises parasites est alors apparue : les Luminus, Lampiris, Eneco, Essent, Mega etc. Elles pouvaient désormais s'engraisser sur le tout nouveau « marché de l'énergie », sans produire le moindre électron ! Et les prix n'ont pas baissé, ils ont augmenté.

Aujourd'hui, les capitalistes sont affolés devant les aberrations de leur propre système. L'ex-PDG d'Electrabel, Jean-Pierre Hansen, déclare même que « confier toute l'énergie au marché a été une erreur essentielle ». L'association patronale des entreprises belges grandes consommatrices d'énergie Febiliec en vient à réclamer des « mesures de guerre ».

Oui, ceux qui ont toujours fait l'éloge du marché, de l'initiative privée, de la concurrence et de moins d'État, demandent aujourd'hui que

le gouvernement réglemente et planifie. Et c'est à eux qu'il faudrait faire confiance ?! Non, c'est impossible !

Nous faisons déjà beaucoup de sacrifices du simple fait que tous les prix augmentent alors que les salaires ne suivent pas, ou avec beaucoup de retard avec un index truqué. Mois après mois, nous nous appauvrissons, alors que les profiteurs de crise encaissent des milliards. Et en plus de cela, il faudrait accepter d'avoir froid cet hiver ?

Si encore les dirigeants économiques et politiques avaient un plan pour réparer les dégâts qu'ils ont eux-mêmes causés, mais ils n'en ont pas ! Leur politique consiste à aller là où il y a du profit à prendre, quitte à faire tout et n'importe quoi, y compris alimenter le chaos.

La société capitaliste marche sur la tête. Seuls les travailleurs peuvent remettre de l'ordre dans ce chaos : en se battant pour imposer que l'économie et la société soient organisées pour répondre aux besoins de la population. Cela commence par défendre pied à pied nos intérêts de travailleurs.

Mesures énergie : l'art de la diversion



En pleine crise énergétique, alors que la cherté de la vie frappe de plus en plus durement les classes populaires, on ne peut qu'être choqué par les profits records des groupes capitalistes. Dans le but d'apaiser la colère qui monte, les ministres et experts ont donc lancé le bal de rentrée des réunions pour « faire face à la crise énergétique ». Que ce soit lors du « kern énergie » ou du sommet européen extraordinaire de ce vendredi 9 septembre, on peut désormais entendre une série de discours sur « geler le prix du gaz », « limiter les revenus des groupes énergétiques » ou autres mesures censées soulager les ménages.

Le problème est que toutes les mesures prises reviendront à les faire payer d'une autre façon par la population. Car la véritable question est que, dans la richesse créée, la part qui revient aux travailleurs ne cesse de reculer au bénéfice du grand patronat. Quant aux profits, la véritable question n'est pas de les taxer mais de les confisquer au bénéfice de la collectivité.

Engie-Electrabel : des surprofits en chaine

L'explosion de l'inflation est un transfert d'argent des travailleurs vers les actionnaires. Le groupe Engie-Electrabel va ainsi accumuler 9 milliards d'euros de profit supplémentaire entre 2021 et 2024 avec la hausse des prix de l'électricité ! Et seul 1,5 milliard serait taxé. Leurs poches débordent, et les gouvernements sont complices ! Pour contrôler les prix et vraiment augmenter les salaires, les travailleurs devront exproprier complètement et sans indemnité ces grandes entreprises.

Des directions syndicales aussi modérées que les gouvernements

Les directions syndicales revendiquent une série de mesures qui ne diffèrent que légèrement de celles discutées par le gouvernement : extension du tarif social de l'énergie, interdiction de coupures des compteurs durant l'hiver, plafonnement des prix du gaz, TVA permanente à 6% sur le gaz et l'électricité. Pour financer ces mesures, elles proposent elles aussi une taxe des entreprises qui ont réalisé des « profits excessifs ».

Taxer les superprofits ? Mais cela fait des dizaines d'années que les grandes entreprises évitent l'impôt en se payant des avocats, des fiscalistes et en utilisant la complicité des Etats pour déplacer leurs bénéfices dans des paradis fiscaux. De nouvelles taxes subiront le même sort !

La seule perspective logique c'est d'exproprier ces entreprises qui font des profits, et des superprofits, sur des biens essentiels aux populations, comme l'énergie.

Pour y arriver, il faudra l'amplification des mouvements de grève dans de nombreux pays pour faire monter la pression.

Manifestons le 21 septembre

Face aux prix de l'énergie et au pouvoir d'achat qui s'effondrent, les syndicats appellent à une manifestation en front commun le mercredi 21 septembre. Travailleurs et travailleuses, allons-y pour discuter de nos problèmes et se préparer aux luttes de demain. Car face à l'appauvrissement continu, la seule solution serait que la classe travailleuse contre-attaque afin que la peur change de camp !



Abonnement : 22 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner à ***Lutte Ouvrière*** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

La lutte des classes

Les organisations patronales mettent en avant leurs propres revendications : « impossibilité » d'une taxe sur les surprofits, baisse des taxes des entreprise via un « tarif énergie », chômage temporaire énergétique de 65% et… réductions des salaires via un saut d'index. Le camp des exploiteurs défend ses intérêts : il sait qu'il peut compter sur l'Etat pour les aider.

Le camp des travailleurs ne peut pas se contenter de revendications adressées au gouvernement qui défend les intérêts patronaux. Au contraire, afin d'imposer que les intérêts de la majorité passent avant ceux de cette petite minorité profiteuse, les travailleurs ont intérêt à mettre en place leurs propres organisations démocratiques de lutte pour défendre leurs propres revendications.

Les capitalistes pollueurs, toujours gagnant !

En 2021, les entreprises productrices d'énergies fossiles ont reçu 697 milliards de dollars d'aides publiques dans les 51 pays les plus riches, deux fois plus qu'en 2020 !

Les subventions publiques se sont faites via les aides accordées aux ménages dans la «*volonté de protéger les ménages face à la flambée des prix*», via la réduction d'impôts et autres calculs, selon l'Agence internationale de l'énergie et l'OCDE, institutions patronales. Dans leur rapport, elles ajoutent que ces mesures ont permis de compenser les pertes des entreprises productrices suite au blocage des prix.

Les impôts, payés par la population, servent à payer les subventions aux ménages… et finissent en profits pour les entreprises de l'énergie qui ont augmenté leurs prix !

Même lorsque les capitalistes risquent de perdre de l'argent, ils trouvent le moyen de le récupérer, avec la complicité des gouvernements !

Valse des pénuries

L'augmentation des prix de l'énergie touche également les industriels. Les travailleurs n'ont pas d'autres choix que de se serrer la ceinture ou de se battre pour faire augmenter leurs salaires. Mais les capitalistes, de leur côté, peuvent tout simplement abandonner une production trop peu rentable à leur goût pour se diriger vers un autre secteur plus rentable, ou vers la spéculation. Et sans tenir aucun compte des conséquences désastreuses de leurs actions pour les travailleurs.

C'est le cas des principaux producteurs mondiaux d'ammoniac, qui réduisent fortement voire arrêtent leur activité, alors que celle-ci est indispensable dans la composition des engrais les plus utilisés au monde. Cela risque de réduire la production alimentaire mondiale et aggraver encore les famines partout dans le monde.

Les capitalistes sont irresponsables, l'avenir de l'humanité devra se faire sans eux !

Le beurre, l'argent du beurre et la vache qu'on trait



Depuis plusieurs semaines, les produits Danone ont disparu des rayons des produits laitiers. Danone veut augmenter les prix facturés aux supermarchés pour sauver ses marges – voire les augmenter – face à la hausse du coût de l'énergie et des matières premières. Les supermarchés, eux, veulent sauver leurs marges sans perdre trop de clients.

Dans cette guerre pour la répartition du profit, comme les vaches continuent à produire du lait, combien de yaourts, fromages et litres de lait ont été jetés alors que ces produits manquent à tant de gens ?!

Schizophrénie aiguë

Les 4 anneaux lumineux des sites d'Audi en Allemagne resteront désormais éteints la nuit. L'entreprise se conforme ainsi aux nouvelles règles en vigueur en termes d'économies d'énergie.

En même temps, les actionnaires décident de produire des voitures de luxe… qui consomment beaucoup… et qu'avec nos salaires on ne peut même pas se payer !

Ce n'est pas logique ? Si, mais c'est la logique de la course au profit maximum, quelle qu'en soit la conséquence !

Wallonie : le plan de relance fait pshiiit !

Le gouvernement wallon est bien embêté : après la crise Covid et les terribles inondations de l'année passée, l'enveloppe destinée à son « plan de relance » est presque vide, d'autant plus que certaines subventions européennes sont plus basses que prévues.

Le ministre de l'économie Willy Borsus (MR) affirmait d'ailleurs dernièrement : « *Acculée par une dette financière gigantesque et observée par les marchés financiers et les agences de notation, la Région devra financer des mesures de soutien sans accroître son déficit budgétaire* ». Traduction : il faut s'attendre à une énième vague d'austérité, et si les travailleurs n'arrivent plus à payer la facture d'électricité, eh bien qu'ils se débrouillent.

Il y aurait bien quelques endroits où l'on pourrait aller chercher de l'argent pour éviter de devoir crever de froid cet hiver, c'est dans les poches des actionnaires.

Les communes au bord de la faillite... à cause des cadeaux aux patrons

Cette semaine, le bourgmestre de Namur, Maxime Prévot (Engagés, ex-CDH), a déclaré « *Les villes et les communes sont en train de basculer vers le néant au niveau des finances* » et de son côté, Claude Eerdekens, bourgmestre socialiste d'Andenne, craint plus de 20 000 licenciements dans les pouvoirs locaux d'ici 5 ans. Il parle même d'une grève générale des communes.

C'est la conséquence des choix du gouvernement dont Di Rupo (PS) était premier ministre, il y a une dizaine d'années, de pousser des dizaines de milliers de chômeurs vers les CPAS à la charge des communes tout en octroyant des cadeaux fiscaux à de nombreuses grandes firmes installées de ce pays. Le gouvernement Michel (MR), lui, a réduit le taux de taxation des entreprises de 33% à 25%, ce qui a déjà coûté 8 milliards aux finances de l'Etat, soit le salaire brut annuel moyen de 177 000 travailleurs.

Si les communes sont aujourd'hui au bord de la faillite et incapables de fournir des services indispensables à la population, c'est parce que l'Etat et les ministres mènent tous une politique pour augmenter les profits des capitalistes, au détriment des travailleurs et de la majorité de la population.

Pénurie de crèches

Trouver une place en crèche ou une gardienne ONE est un parcours du combattant, souvent de la combattante, depuis des années.

En 2020, il y avait en moyenne 37 places disponibles pour 100 enfants de 0 à 2,5 ans à Bruxelles et en Wallonie, et la tendance semble rester la même.

En Flandre les parents en sont à tenter de planifier leur grossesse, une place leur est attribuée plus d'un an à l'avance, et si la mère ne tombe pas enceinte, la place est directement récupérée…

Et ceux qui ont une place en crèche sont confrontés au manque de personnel !

Cette société qui n'est même pas capable d'organiser correctement l'accueil et le soin des enfants n'a aucun avenir !

Des ordures qui valent de l'or

La hausse de prix a forcé plusieurs communes à augmenter la taxe poubelle ou à réduire les ramassages. C'est qu'il est hors de question pour les patrons des firmes privées qui se sont emparés des secteurs de l'énergie et du traitement des immondices de réduire leurs profits.

Il reste aux bourgmestres qui ont choisi de passer par les firmes privées de prendre dans la poche de la population… si elle accepte !

Loyer trop cher



En plus du reste, les loyers continuent d'augmenter. À Bruxelles, louer un logement coûte en moyenne 1 000€ par mois. Et quand on a une famille, ça peut être bien au-delà !

Si les salaires ne suivent pas, les travailleurs n'auront d'autre choix que de se loger hors de la capitale.

Sans eux rien ne tourne dans la ville ! L'exploitation sur le lieu de travail est déjà insupportable. Être forcé d'y venir après des trajets interminables et abominablement chers n'est pas acceptable !

Alors il faut que les salaires augmentent ! C'est le seul moyen d'empêcher que soient chassés de Bruxelles ceux qui lui donnent vie.

Situation critique dans les CPAS

L'explosion des prix pousse des travailleurs toujours plus nombreux à demander de l'aide au CPAS. Les fournisseurs estiment par exemple que 80% de la population bruxelloise aura du mal à payer ses factures.

Alors que les CPAS sont déjà débordés et en manque de personnel, les nouvelles demandes risquent bien d'exploser face aux prochaines échéances de paiement.

Le déficit de l'État explose

Selon le bureau du plan, le déficit du budget de l'État devrait augmenter de 5 milliards l'an prochain. La secrétaire d'État au Budget, Eva De Bleeker (Open VLD), déclare que c'est une mauvaise nouvelle dans « *une période où il faut faire beaucoup* » pour la population. Quelle hypocrisie !

On entend déjà venir les discours des politiciens sur les « coupes budgétaires » et les « mesures d'économies ». Mais les mêmes qui se préparent à s'en prendre aux budgets des écoles, des hôpitaux et de la sécurité sociale dilapident l'argent public chez les marchands de canons ! En 2021 les dépenses militaires étaient de 6 milliards. Et elles augmentent chaque année !

Le déficit de l'État bénéficie aux banques qui avancent l'argent sous forme de dette. Cette année les frais d'intérêt représentent 6,4 milliards du budget de l'administration fédérale. Et avec la hausse des taux d'intérêt, ce montant va encore augmenter.

Refuser la limitation des allocations de chômage !

Le président du MR, George-Louis Bouchez, en bon serviteur de la bourgeoisie, propose de limiter les allocations de chômage à deux ans.

Cela permettrait à l'Etat de faire de nouveaux cadeaux aux plus riches à travers des baisses d'impôts patronaux estimées entre 8 et 10 milliards.

« *Il est logique qu'après deux ans, il soit demandé à un demandeur d'emploi de rendre service à la communauté* » a-t-il ajouté, feignant d'ignorer que la plupart des travailleurs cherchent désespérément un travail qui leur permette de vivre dignement. Bouchez, comme toute la clique des politiciens de gouvernement ne sert que les intérêts des plus riches.

Hausse des taux d'intérêt : une attaque de plus contre les travailleurs

En août, l'inflation atteignait 9,1% dans la zone euro selon les économistes bourgeois. Mais en réalité, les travailleurs constatent qu'elle est bien plus élevée !

Face à cette situation, la Banque centrale européenne qui prétend se soucier de la santé de l'économie en limitant l'inflation a annoncé une hausse des taux d'intérêts de 0,75%. La banque publique avait déjà appliqué une première hausse en juin dernier et en prévoit d'autres dans les prochains mois.

Le résultat est qu'il sera beaucoup plus difficile pour les travailleurs d'accéder à des prêts bancaires, du moins.. pour ceux qui avaient les moyens d'y prétendre. Les capitalistes feront tout ce qu'il est possible pour garder leurs bénéfices; ils vont continuer les licenciements et chercheront à exploiter davantage les travailleurs.

La presse économique bourgeoise évoque un risque de récession à cause du ralentissement de l'économie entraînée par la remontée des taux : dans le système capitaliste la tentative de résolution d'une crise en entraîne d'autres. La situation ne fera que se dégrader pour les travailleurs.

Brèves locales La Louvière

L'écologie pour les pauvres : poussières et n'importe quoi !

Centr'Habitat a fait installer des chaudières à condensation dans les appartements dans la rue J. Wauters pour « augmenter la performance énergétique des bâtiments ».

Les habitants ont le « privilège » douteux de voir ces efforts écologiques s'opérer dans leur logement :

Oups, il est un peu grand

Comme le bureau d'étude n'était pas venu une seule fois dans les appartements, les radiateurs étaient trop grands pour être placés sous les fenêtres (à moins que ce soit un stock restant récupéré quelque part ?). Résultat, il a fallu bouger les meubles pour pouvoir les installer sur les murs n'importe où. Ce n'est pas seulement moche et peu pratique, c'est aussi peu « performant » énergétiquement.

Aucun propriétaire n'aurait accepté. Mais au Centr'Habitat où on dépense de l'argent public, on pense sans doute que pour les locataires sociaux c'est toujours assez bon !

Il y a des gens qui vivent ici !

Prendre des précautions contre la poussière ? Laisser un chantier fini propre ? Voilà des aspects des travaux qui sont visiblement passés à la trappe pour faire des économies.

Il y a pourtant des personnes âgées et malades qui habitent ici. Comment feront-elles pour nettoyer tout ça ? Ce n'est pas parce qu'on est pauvre qu'on adore la saleté !

Pour un arrêté, il y en a deux qui repoussent

Mercredi, 7 septembre, la police a mené une opération de contrôle sur le territoire de La Louvière. Le nombre d'arrestations, les quantités de marihuana et les montants d'argent (quelques centaines d'euros) ont été détaillés dans la presse et la police promet d'autres actions du genre et « d'intensifier son action, notamment près des écoles ».

Voilà qui se veut rassurant. Mais tant qu'il n'y a pas d'emplois et des salaires corrects pour les jeunes, le fléau de la drogue et de la violence qui dévore les jeunes et rend invivable les quartiers et les cités, continuera à se développer.

Quand les travailleurs confisqueront les milliards des Boël et feront fonctionner toute l'économie, cette spirale infernale s'arrêtera.

Grèves au TEC

Début septembre, les chauffeurs des Tec de Mons, du Borinage et du Centre se sont mis en grève pour protester contre l'impossibilité de prendre leurs congés par manque de personnel.

Le direction accuse le taux élevé d'absentéisme pour justifier qu'elle ne sait pas accorder les congés… mais le manque de congés augmente la fatigue !

Oui, il faut des effectifs supplémentaires !

Grèves dans les carrières Sagrex

Les travailleurs des carrières wallonnes Sagrex ont fait grève pour réclamer une augmentation de leur indemnité de déplacement pour faire face aux hausses des prix des carburants. La grève a été suivie dans 7 des 18 sites belges.

Alors qu'ils entamaient leur deuxième semaine de grève, la direction a cédé une hausse de leur indemnité pour au moins un an.

C'est un début et ça montre la voie à suivre.

Non à l'argent pour la guerre



Vendredi 9 septembre, une démonstration des nouveaux avions militaires achetés par la Belgique en 2018 a été réalisée. Achetés 3,8 milliards d'euros, ils coûteraient en moyenne 30 000 € par heure de vol en tenant compte du coût de l'entretien. On entend partout qu'il n'y a pas d'argent pour les hôpitaux ou l'enseignement. On voit où il est gaspillé !

Zaporijia : les travailleurs face à la catastrophe

La centrale nucléaire de Zaporijia en Ukraine, actuellement sous le contrôle de l'armée russe est au centre de combats, avec tous les risques que cela comporte.

Sur les 53 000 habitants de la ville, la moitié a fui. Mais sur les 11 000 travailleurs de la centrale nucléaire et des centrales thermiques liées, la majorité sont restés et continuent leur travail.

Un chef d'équipe de la centrale que le journal *Libération* a interviewé via une ligne téléphonique cryptée, s'exprime ainsi : *«Si mes collègues étaient partis, [on aurait déjà eu] un Fukushima. On a pu empêcher une catastrophe parce qu'ils étaient là. Nous savons tous que nous avons une immense responsabilité (…)».*

Oui, les travailleurs ont mille fois plus de sens de responsabilité que ceux qui prétendent diriger l'économie, les Etats et les armées. C'est vers eux, vers notre propre classe que doit aller notre solidarité et notre confiance pour sortir de la folie guerrière.

Ukraine : Formations pour un massacre

En Ukraine, la guerre se poursuit avec toujours plus de violence, la barre des 5 000 morts civils ayant été franchie. Cela n'empêche pas les gouvernements des pays de l'OTAN de trouver tous les moyens pour aggraver le massacre. Après les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada, c'est au tour de l'Union Européenne de commencer à former des troupes ukrainiennes. Les représentants de l'UE ont tout de même précisé que la formation se ferait en dehors du territoire ukrainien "pour éviter d'être vus comme des belligérants". Comme si les milliers de tonnes d'armes envoyées vers l'Ukraine ne suffisaient pas à démontrer que les États de l'OTAN utilisent le peuple ukrainien comme chair à canon pour continuer à affaiblir la Russie.

Taïwan : l'impérialisme américain prépare la guerre

L'impérialisme américain, qui fournit quantité d'armes à l'Ukraine (avec la participation des États impérialistes européens) prépare la guerre sur un deuxième front. L'administration du président américain Joe Biden a confirmé la vente pour 1,1 milliard de dollars d'armes à Taïwan. Entre missiles et logiciels de surveillance, ce juteux contrat, payé par la population taïwanaise (mais sans lui demander son avis), représente une aubaine pour les capitalistes de l'industrie militaire américaine.

Tout comme la population ukrainienne, qui subit actuellement une guerre qu'elle n'a pas choisie entre le bloc impérialiste occidental, et la bureaucratie et les oligarques russes, demain les Taiwanais pourraient se retrouver dans un conflit entre USA-Europe et l'Etat chinois.

Une raison de plus pour préparer le renversement du capitalisme.

Pas de quoi pleurer

Tous les politiciens et les médias encensent la reine du Royaume-Uni, Elizabeth II, morte à 96 ans. Cette monarque était à la tête d'une firme évaluée par le journal Fortune à 28 milliards d'euros et possédait un demi-milliard de fortune personnelle et des comptes dans des paradis fiscaux. Durant son règne, Elizabeth II a soutenu les attaques de la police et de l'armée contre les travailleurs anglais dans les années 1980-1990 ; les bombardements, les massacres, les exécutions et les tortures de l'armée britannique en Irlande du nord mais aussi en Afrique et au Moyen Orient qui ont fait des centaines de milliers de mort sous son règne. Elle n'a jamais été du côté des travailleurs !

Sans cheminots pas de train

Après 5 jours de grèves partielles, les cheminots néerlandais ont entamé un nouveau cycle de grèves le 2 septembre. Ils réclament l'indexation automatique de leurs salaires sur les prix, ainsi que l'embauche de personnel. Des 22 000 cheminots qu'ils étaient en 2017, il ne reste plus que 19 000. Selon les plans du gouvernement et de la direction, 2 000 autres sont censés disparaître dans les deux ans à venir ! Pourtant, des trains sont supprimés régulièrement par manque de personnel.

Bref, les mêmes problèmes que les cheminots et usagers connaissent de ce côté-ci de la frontière. Alors vive la grève des cheminots néerlandais !

Suivez-nous sur Facebook :

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !